

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Adhésion du Gabon au Commonwealth : le bilan un an après

J.K.M. & Y.F.I.
Libreville/Gabon

Le Gabon a célébré en différé hier, le 1er anniversaire de son adhésion au Commonwealth le 25 juin 2022 à Kigali au Rwanda. Au cours de la manifestation d'hier à la Baie des Rois, tout a débuté par l'exécution des hymnes (celui de la communauté anglophone et du Gabon). Avant de procéder à la levée des couleurs et la parade des drapeaux des pays membres de la communauté du Roi Charles III ayant des représentations diplomatiques et consulaires au Gabon (Ndlr : Togo, Ghana, Inde, Canada, Afrique du Sud, Nigeria et Cameroun).

Dans la foulée, l'assistance ayant effectué le déplacement de la "Baie des Rois" a visionné un film documentaire retraçant l'entrée

du Gabon dans la communauté anglophone ainsi que les témoignages de deux jeunes dames travaillant au Commonwealth. On notera qu'emboitant le pas au président de la République, Ali Bongo Ondimba qui s'est prononcé la veille, tous les orateurs qui se sont succédé à la Baie des Rois, hier, ont rendu public les premiers résultats probants de ladite adhésion. Parmi les personnalités figure, Denise Mekam'Ne Edzidzie-Taty, ministre des Relations avec les Institutions constitutionnelles et les Autorités indépendantes, représentant le Premier ministre empêché.

Dans son allocution, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a souligné que cette adhésion s'est traduite pour notre pays par "de nouvelles opportunités et perspectives notamment sur les plans diplomatique, économique et en matière d'éducation".

"Il s'agit évidemment pour le Gabon d'y faire entendre sa voix, ses idées, sa vision du développement et d'apporter sa pleine contribution au traitement des enjeux et défis globaux de l'heure. C'est notamment le cas sur les questions de préservation de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques ou de développement durable, entre autres sujets majeurs du moment", a-t-il indiqué.

C'est dire que depuis le 25 juin 2022, un nouveau champ de possibilités s'est ouvert pour notre pays. Avec plus de 2 milliards d'habitants et s'étendant sur un espace de 31 millions de kilomètres carrés répartis sur les cinq continents, le Commonwealth s'avère être, en effet, un espace multiculturel immense et porteur de nombreuses occasions pour le Gabon.



Photo: Scott Ngokila
Une vue des officiels lors du retentissement des hymnes nationaux de la Communauté anglophone et du Gabon.

Présidentielle 2023 : la PA 2023 en quête de buzz permanent ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

EN politique, disent de nombreux observateurs, il n'y a presque pas de hasard. C'est le champ par excellence du réalisme où la moindre parole et le plus petit geste sont savamment calculés et mûris dans le but d'atteindre un objectif.

Et cela, les responsables des partis politiques de l'opposition membres de la Plateforme "Alternance (PA) 2023" semblent l'avoir parfaitement compris. Engagés dans une lutte féroce, effrénée et sans merci pour être "le candidat consensuel de l'opposition" à la prochaine présidentielle, ils semblent avoir opté depuis quelque temps pour "une stratégie permanente du buzz". Et apparemment, c'est à qui fera parler le mieux possible de lui sur les réseaux sociaux, histoire de se forger une légitimité dans l'opinion et prendre ainsi une longueur d'avance sur ses rivaux. À ce jeu, le leader du Rassemblement pour la partie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, apparaît le mieux loti de tous. Les événements survenus le week-end écoulé à Franceville au cours d'une causerie qu'il a animée semblent bien avoir servi sa cause. D'autant plus qu'il a joué "la carte de la victimisation bien à fond" en pointant du doigt la responsabilité du Parti démocratique gabonais (PDG).



Photo: DR/L'Union
Quelques leaders de l'opposition.

Dans la lignée de leur sortie le 14 juillet dernier au Sénat, il semble bien décidé à user de cette ficelle jusqu'au bout. Le but étant de discréditer au maximum le pouvoir en place en le faisant passer notamment, sur le plan international, comme le principal instigateur du climat de violence. Ce qui devrait l'amener, selon certaines indiscretions, à recruter des milliers des jeunes qui seront chargés de sa protection et de la "défense de la démocratie".

Au milieu de cela, le président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga, ne semble pas du tout vouloir se laisser distancer.

D'où son escalade d'attaques personnelles et des propos outranciers à l'égard de plusieurs de ses adversaires politiques. Une radicalisation qui, à entendre certains analystes, montre que l'opposition est prête à tout pour assouvir sa quête de pouvoir, quitte à transgresser les codes et principes traditionnels ayant toujours régi la vie politique nationale jusque-là.

Le PDG condamne "des actes de violence" perpétrés récemment dans le pays

J.K.M.
Libreville/Gabon

AU travers de la conférence animée hier par trois de ses porte-paroles, Frédéric Massavala Maboumba, Rosine Itsana et Guy Durand Ondzounga, le Parti démocratique gabonais (PDG) a condamné, "avec la dernière énergie tous les actes de violence perpétrés ces derniers temps dans le pays", tout en appelant "le gouvernement à renforcer la mise en œuvre de toutes les mesures de protection de notre territoire et de sécurisation des populations et de leurs biens". Allusion à peine voilée à la prise d'otage survenue récemment aux alentours de Mandji et à la perturbation, le week-end écoulé, à Franceville, de la causerie tenue par le leader du Rassemblement pour la partie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier. De fait, aux yeux des trois orateurs, quelles que soient les revendications des uns et des autres, il est plus que primordial



Photo: DR
Les porte-paroles du PDG lors de leur conférence de presse.

d'user des voies légales. Revenant sur les événements survenus dans le chef-lieu du Haut-Ogooué, ils se sont étonnés de voir que certains acteurs politiques ont mis en cause la responsabilité de leur formation politique. Ce qui relève, à les entendre, "d'une certaine légèreté". Tant, ont-ils indiqué, le PDG est fondamentalement attaché aux valeurs de paix, de dialogue, de préservation de notre vivre-ensemble.

"La responsabilité de leur famille politique ne saurait être indexée de quelle que façon que ce soit", ont-ils clamé. Tout en se réservant, le cas échéant, le droit de

saisir les autorités judiciaires pour faire toute la lumière sur ce qui s'apparente à une véritable calomnie et machination contre le PDG. Non sans avoir salué "l'hospitalité et l'accueil légendaires des Altogovéens et Altogovéennes". Réagissant aux propos tenus récemment par le leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre Claver Maganga Moussavou, à l'endroit du chef de l'État Ali Bongo Ondimba, ils les ont qualifiés "d'irresponsables et d'irrévérencieux".

De fait, ont-ils fait valoir, le PDG tire la sonnette d'alarme et appelle au ressaisissement de tout un chacun.